



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône - Saône

Villeurbanne, le 3 avril 2014

Affaire suivie par : Jonathan CREQUER
Pascal RESTELLI
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets
Tél. : 04 72 44 12 09
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@
developpement-durable.gouv.fr
réf : UTRS-CS-14-G3676A02-JC0304

Objet :	Mise en place des Garanties financières pour la mise en sécurité des installations
P. J. :	Un projet d'arrêté préfectoral
Réf.	Transmission de l'exploitant du 25 novembre 2013 complétée le 21 mars 2014

**DEPARTEMENT DU RHONE
STEP de Pierre-Bénite**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Rapport de l'Inspecteur de l'Environnement

Raison sociale : COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

Adresse du siège social : GRAND LYON – Direction de l'Eau
20 rue du Lac – BP 3103 – 69399 Lyon Cedex 03

Adresse de l'établissement : Chemin du Barrage
69310 Pierre-Bénite

Activité principale : Station d'épuration urbaine

Code GIDIC de l'établissement : 61.3676

Personne à convoquer **M. PEILLON**
Responsable Service Usines
Téléphone : 04.69.64.54.20
Télécopie : 04.78.94.57.28
email : fpeillon@grandlyon.org

Copies à : REMIPP - 2PSE
CHRONO
C4SD/D

1. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L. 516-1 et L. 516-2 et articles R. 516-1 à R. 516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive SEVESO « seuil haut », a été étendue par le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 à certaines installations susceptibles de générer des pollutions importantes des sols ou des eaux.

Pour ces dernières et conformément à l'article R. 516-2-IV, les garanties financières visent la mise en sécurité des installations imposée en application des dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25, lors de la cessation des activités. Elles sont destinées à suppléer une défaillance éventuelle de l'exploitant. Elles peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Deux arrêtés ministériels du 31 mai 2012 définissent :

- la liste des installations visées et le planning de mise en œuvre pour les installations existantes ;
- les modalités de calcul de ces garanties financières. Ce calcul prend notamment en compte 5 types de coûts : coûts associés à la gestion des déchets et des produits dangereux, à la neutralisation des cuves enterrées, à la limitation des accès, au gardiennage du site, ainsi qu'au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement.

Pour les installations existantes soumises au titre de l'annexe I et de la première des deux colonnes de l'annexe II de l'arrêté du 31 mai 2012, l'échéancier de constitution prévoit que les garanties financières soient constituées à hauteur de 20 % dans un délai de deux ans à compter du 1er juillet 2012, soit au 1er juillet 2014.

Pour les installations existantes soumises au titre de la deuxième colonne de l'annexe 2, l'échéancier de constitution est décalé de cinq ans.

Lorsque le montant des garanties financières est inférieur à 75 000 € TTC, l'exploitant n'a pas l'obligation de consigner les sommes correspondantes. Dans ce cas une lettre préfectorale actant le calcul réalisé est transmise à l'exploitant.

2. SITUATION ADMINISTRATIVE

La Communauté Urbaine de Lyon est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2002 modifié à exercer notamment l'incinération de boues en provenance de la station d'épuration des eaux urbaines de Pierre-Bénite.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, elle est concernée par les rubriques suivantes soumises à autorisation :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa concernés par l'échéance du 1 ^{er} juillet 2012
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux

Par courrier du 21 mars 2014 la Communauté Urbaine de Lyon a fourni un calcul du montant de la garantie financière pour ses installations de Pierre-Bénite concernées par l'échéance du 1^{er} juillet 2012.

Pour la détermination du coût associé à la gestion des déchets, le calcul présenté prend notamment comme hypothèse les quantités maximales suivantes de déchets en attente de traitement ou produit sur le site :

- Boues déshydratées : 620 tonnes
- Huile thermique : 20 tonnes
- Boues TDE : 10 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 33 tonnes

- Ammoniac ou urée : 13 tonnes
- Acide chlorhydrique : 2 tonnes
- Soude : 151 tonnes
- Chlorure ferrique : 2 tonnes
- Divers produits : 4 tonnes
- Charbon actif : 8 tonnes

Le calcul global conduisant à un montant de 509 282 € TTC a été justifié par l'exploitant.

3. PROPOSITIONS


En application des dispositions de l'article R .516-1 du Code de l'Environnement, il est proposé à Monsieur le Préfet du Rhône de fixer par arrêté complémentaire le montant des garanties financières applicables à la Communauté Urbaine de Lyon à 509 282 € TTC tel que précisé au paragraphe 2.

Le calcul de ces garanties financières a été proposé par l'exploitant sur la base d'une limitation des quantités de déchets présents sur le site. Dans la mesure où aucun acte administratif ne précise ce point, il est proposé à M. le Préfet du Rhône que l'arrêté complémentaire fixe également les quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produit sur le site :

- Boues déshydratées : 620 tonnes
- Huile thermique : 20 tonnes
- Boues TDE : 10 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 33 tonnes
- Ammoniac ou urée : 13 tonnes
- Acide chlorhydrique : 2 tonnes
- Soude : 151 tonnes
- Chlorure ferrique : 2 tonnes
- Divers produits : 4 tonnes
- Charbon actif : 8 tonnes

Il est proposé à Monsieur le préfet du Rhône de soumettre le projet d'arrêté préfectoral complémentaire au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'inspecteur de l'environnement


Pascal Restelli

Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet du Rhône
Lyon, le

17 AVR. 2014

Gérard CARTAILLAC

Le Chef de l'Unité de Prévention des pollutions, Santé et Environnement


Yves-Marie Vasseur

DE Gérard CARTAILLAC

PROJET D'ARRETE COMPLEMENTAIRE

MISE EN ŒUVRE DES GARANTIES FINANCIERES POUR LA MISE EN SECURITE DES INSTALLATIONS

VU...

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter modifié de la Communauté Urbaine de Lyon en date du 09/07/2002,

Considérant ...

Article 1 : La société Communauté Urbaine de Lyon sis 20 rue du Lac à Lyon 3 est tenue de constituer des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations d'incinération situées sur le Chemin du Barrage à Pierre-Bénite.

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent, conformément à l'article R. 516-1 5° du Code de l'environnement, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinea	1ere échéance de constitution applicable
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	01/07/14

Article 3 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières des installations relevant de la première échéance de constitution du 1^{er} juillet 2014 est fixé conformément à l'article 2 à 509 282 euros TTC.

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

L'échéancier de constitution des garanties financières est à choisir entre les deux options suivantes :

- Option 1 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et consignations :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2014,
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

L'exploitant communiquera au Préfet, dans les délais prévus ci-dessus, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R. 516-2 V du Code de l'Environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 6 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice de novembre 2013, soit 702,4.
- sur une période au plus égale à trois ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le taux de taxe sur la valeur ajoutée à prendre en compte lors de l'actualisation, noté TVAR, conformément à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines est de 20 %.

Article 7 : Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières devra être révisé pour inclure les installations relevant de l'échéance de constitution du 1^{er} juillet 2019. Le calcul révisé devra être transmis au préfet avant le 31 décembre 2018.

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 11 du présent arrêté.

Article 8 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 9 : Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R. 516-2-IV du Code de l'Environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 [ou R. 512-46-25], le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31 [ou R. 512-46-22], la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 11 : Obligations d'information

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de formes de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Article 12 : Quantités maximales de déchets

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets en attente de traitement ou produit sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

- Boues déshydratées : 620 tonnes
- Huile thermique : 20 tonnes
- Boues TDE : 10 tonnes
- Hypochlorite de sodium : 33 tonnes
- Ammoniac ou urée : 13 tonnes
- Acide chlorhydrique : 2 tonnes
- Soude : 151 tonnes
- Chlorure ferrique : 2 tonnes
- Divers produits : 4 tonnes
- Charbon actif : 8 tonnes

Direction de l'eau
Services Usines
Unité Épuration et Traitement

Pierre Bénite, le 21 mars 2014

Votre interlocutrice : Céline GENET
Tél. : 04.78.86.63.70 Fax : 04.78.50.91.65

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Nos réf. : 140321_CGE_DSA_FPE_Réponse Dreal

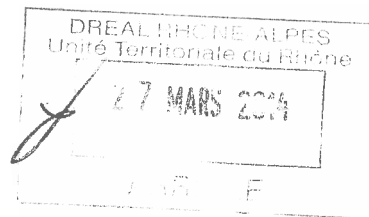
A l'attention de Philippe NICOLET

Vos réf. : UTRS-CS-14-G3718A01-JC1303

69453 LYON CEDEX 06

Objet : Constitution de garanties financières pour la
mise en sécurité des installations en cas de
cessation d'activité - Sites de St Fons et
Pierre Bénite

P.J : Propositions de montants pour St Fons et
Pierre Bénite



Monsieur,

Pour répondre à votre courrier du 13 mars 2014 cité en référence, vous trouverez ci-joint les nouvelles propositions des montants de garanties financières.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, mes courtoises salutations.

Frédéric Peillon
Responsable ESU

Copie : Christelle BAUDOIN - Responsable de la station d'épuration Pierre Bénite

La direction de l'eau
est certifiée



Tout le courrier doit être adressé à :
Monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon
Direction de l'eau, 20, rue du Lac - BP 3103 - 69399 Lyon cedex 03
Tél. : 04 78 63 40 40 - Fax : 04 78 95 89 74
Adresse géographique : 117, boulevard Vivier Merle 69003 Lyon - métro Garibaldi
www.grandlyon.com

mmunauté urbaine
GRAND LYON

**Détermination du montant des garanties financières
selon l'arrêté du 31 mai 2012**

61.3674

Les champs en couleur sont les seuls à renseigner				Commentaires	Explications
STEP	PIERRE BENITE				
Stock maxi boues déshydratées	620			Boues déshydratées	Nom de l'usine tonnage maximum (4 silos pleins)
Capacité stockage huile	20			stockage maxi	huile thermique
Stock maxi Bouse TDE	10			Boues TDE	traitement des eaux de lavage des fumées
Capacité stockage hypochlorite de sodium (T)	33			stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage ammoniacale ou urée (T)	13			stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage HCl (T)	2			stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage soude (T)	151			stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Capacité stockage chlorure ferrique (T)	2			stockage maxi	stockage autorisé dans l'AP
Divers produits (TMT15)	4			stockage maxi	
Charbon actif	8			stockage maxi	
Surface de la parcelle (hectares)	17				surface du site
Elimination des produits dangereux et des déchets (ce sont les déchets produits par l'installation)	$M_e = CQ1 + CQ2 + CQ3 + ECQ4$	196 020,00 €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Coûts de transport, à la tonne km	Ctr (€/km)	- €		compris ds le cout traitement ou cout minimo	(si cout important : ajout dans le cout de traitement)
Qté totale de pds et déchets dangereux à éliminer	Q1 (tonnes)	10			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q1	d1 (km)	300		Boues TDE	distance du site de stockage (vaine)
Coûts de traitement unitaire pour Q1	C1 (€/t)	63,00 €			coût de traitement hors transport
Coût total pour Q1 : BOUES TDE	$CQ1 = Q1 \cdot (Ctr \cdot d1 + C1)$	630,00 €			
Qté totale de pds et déchets non dangereux à éliminer	Q2 (tonnes)	620			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q2	d2 (km)	119 €		BOUES DESHYDRATEES	coût compostage + cout transport (cf avenant SF)
Coûts de traitement unitaire pour Q2	C2 (€/t)	170			
Coût total pour Q2 : BOUES DESHYDRATEES	$CQ2 = Q2 \cdot (Ctr \cdot d2 + C2)$	73 780,00 €			
Qté totale de pds et déchets inertes à éliminer	Q3 (tonnes)	170			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q3	d3 (km)	570		Cendres	stockage maxi dans les 2 silos (seuil très haut)
Coûts de traitement unitaire pour Q3	C3 (€/t)	98,00 €			distance du site de stockage (filère on Allemagne)
Coût total pour Q3 : CENDRES	$CQ3 = Q3 \cdot (Ctr \cdot d3 + C3)$	16 660,00 €			
Qté de chaque pds ou déchet à traiter avant élimination	Q4i (tonnes)	20			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q4i	d4i (km)	- €		huile	reprise et traitement huile gratuit par la SRRHJ (Société de Récupération et de Régénération des Huiles Usagées)
Coûts de traitement unitaire pour Q4i	C4i (€/t)	- €			
Coût total pour Q4i : HUILE	$CQ4i = Q4i \cdot (Ctr \cdot d4i + C4i)$	20		Divers chimiques	distance du site de traitement (chasse sur rhone)
Qté de chaque pds ou déchet à traiter avant élimination	Q4i2 (tonnes)	20			coût selon un devis JB de 2013, transport compris
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q4i2	d4i2 (km)	500,00 €			
Coûts de traitement unitaire pour Q4i2	C4i2 (€/t)	102 650,00 €			
Coût total pour Q4i2 : divers chimiques	$CQ4i2 = Q4i2 \cdot (Ctr \cdot d4i2 + C4i2)$	102 650,00 €			
Qté de chaque pds ou déchet à traiter avant élimination	Q4i3 (tonnes)	8			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q4i3	d4i3 (km)	180,00 €			distance du site de stockage le plus près
Coûts de traitement unitaire pour Q4i3	C4i3 (€/t)	2 300,00 €		Autres déchets	coût de traitement + 850 € de transport
Coût total pour Q4i3 : charbon actif	$CQ4i3 = Q4i3 \cdot (Ctr \cdot d4i3 + C4i3)$	2 300,00 €			
Qté de chaque pds ou déchet à traiter avant élimination	Q4i3 (tonnes)	0			
Distance entre le site et le centre de traitement des déchets Q4i3	d4i3 (km)	- €			distance du site de traitement
Coûts de traitement unitaire pour Q4i3	C4i3 (€/t)	- €			coût de traitement
Coût total pour Q4i3 :	$CQ4i3 = Q4i3 \cdot (Ctr \cdot d4i3 + C4i3)$	- €			
Pose d'une clôture et de panneaux	$M_c = P \cdot C_c + n_p \cdot P_p$	975,00 €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Existence d'une clôture?	oui				si oui, le cout de réalisation de la clôture est retiré du montant des garanties
Périmètre de la parcelle	P (m) = 4 * racine (surface)	3100		périmètre du site (en m)	parcette considérée comme un carré
Coût du linéaire de clôture	Cc (€/m)	50,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre d'entrées au site	Np	3			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre de panneaux de restriction	np = Ne + P/50	85			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Coût unitaire d'un panneau	Pp	15,00 €			
Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement	$M_s = N_p \cdot (C_p \cdot h) + C_c + C_d$	80 000,00 €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Existence de piézomètre?	oui			1 pizoz et 2 puits	si oui, le cout de réalisation des piézomètres est retiré du montant des garanties
Nombre de piézomètres à installer	Np	0			
Coût unitaire d'un piézomètre	Cp (€/m)	300,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Profondeur des piézomètres	h (m)	10			
Coût du contrôle de la qualité des eaux sur la base de 2 campagnes	C (2000 € / piézomètre)	6 000,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Coût d'un diagnostic de pollution des sols	Cd = 60 000 € + 2 000 € /ha au-delà de	74 000,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Neutralisation des cuves enterrées présentant un risque	$M_i = C_n + V \cdot P_b \cdot N_c$	- €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Coût fixe de préparation et nettoyage	Cn	2 200,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Volume total des cuves à traiter	V (m3)	0			volume de toutes les cuves du sites à traiter
Prix du remblai béton (fixe)	Pb (€/m3)	130			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre de cuves à traiter	Nc	0		Pas de cuve	
Coût de gardiennage (pour 6 mois)	$M_g = C_g \cdot H_g \cdot N_g \cdot 6$	172 800,00 €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
Coût horaire d'un gardien	Cg (€/h)	40,00 €			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Nombre d'heures de gardiennage par mois	Hg	720			
Nombre de gardiens nécessaires	Ng	1			
Coefficient pondérateur (gestion chantier)	Sc	1,1			fixé par l'arrêté du 31 mai 2012
Index de référence	index0 = TP01@janvier 2011	667,7			
Index à date : avril 2012	index = TP01@date	702,4		Date : novembre 2013	ne pas modifier la valeur de l'indice
TVA0	TVA@janvier 2011	20,00%			
TVAr	TVA@date	20,00%			
Indice de révision	$\alpha = (\text{Index} / \text{index0}) \cdot ((1 + \text{TVAr}) / (1 + \text{TVA0}))$	1,05			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012
montant global des garanties financières :	$M = Sc \cdot (M_e + \alpha \cdot (M_i + M_c + M_s + M_g))$	509 281,90 €			formule définie dans l'arrêté du 31 mai 2012

